

G.R.F.D.A
GROUPE DE RECHERCHES DES FRANÇAIS DISPARUS EN ALGERIE

Association à but non lucratif régie par la loi de 1901, enregistrée sous le n° W33600288 déclarée au JO du 28/02/2015

Siret : 819 521 634 00017

Siège social : chez la Présidente Colette DUCOS ADER 65 Boulevard de la plage 33120 ARCACHON

Mobile : 06 89 33 64 23 – courriel : col.gda@wanadoo.fr

Chers (es) amis (es)

Pour mémoire, un bref rappel des diverses étapes des travaux du GRFDA

En octobre 2002 s'est constitué le GRFDA autour de Monseigneur Pierre BOZ † (2013), du Général Maurice FAIVRE † (2020), de Jean MONNERET, et des familles d'enlevés portés disparus
En 2005, pour la première fois, les enlèvements pratiqués en Algérie du 1^{er} Novembre 1954 à Décembre 1962 ont été reconnus dans le cadre de la loi du 23 Février 2005 portant reconnaissance de la nation et contribution nationale en faveur des français rapatriés.

En 2006 inauguration de la stèle sur le mémorial du quai Branly portant comme inscription :
« La Nation associe les personnes disparues et les populations civiles victimes de massacres ou d'exactions commis durant la guerre d'Algérie et après le 19 mars 1962 en violation des accords d'Évian, ainsi que les victimes civiles des combats du Maroc et de Tunisie, à l'hommage rendu aux combattants morts pour la France en Afrique du Nord ».

En Mai 2009 le président de la MIR, Monsieur Renaud BACHY a créé, avec la participation de membres du GRFDA et du Cercle Algérieniste sous l'autorité de l'historien Jean-Jacques JORDI, la commission « Disparus ». Deux documents ont été élaborés : liste des personnes disparues décédées ou présumées décédées (1583 noms) et la liste des personnes enlevées dont les corps ont été retrouvés et inhumés (98 noms)

A la demande du GRFDA d'une véritable matérialisation de la loi de 2005, il a été répondu favorablement. 1583 noms d'enlevés portés disparus ont été affichés sur la colonne blanche du Mémorial depuis le 28 Février 2012.

2021 marque une avancée notoire mettant un terme sur les travaux effectués sur les listes de personnes enlevées et qui ont fait l'objet d'inhumation tant en Algérie ou lors de rapatriements de dépouilles en France :

Le 5 juillet 2021 les 98 noms des personnes retrouvées et inhumées défilent sur les colonnes lumineuses du mémorial et à cette occasion une gerbe de Monsieur le Président de la République a été déposée par Madame Peaucelle Delelis, Directrice Générale de l'ONAC VG.

Le GRFDA ne cesse de réclamer pour les familles le droit de savoir ce qu'il est advenu des victimes dont les noms défilent sur le mémorial du quai Branly. Les conditions de leur détention, les circonstances de leur assassinat et les lieux où reposent leurs dépouilles.

Cette occultation offensante et ravageuse doit cesser. Les familles ont droit à la vérité.

Fait à Arcachon le 20 juillet 2021

La Présidente du GRFDA et son bureau
Colette DUCOS ADER



- MESSE à Ste Odile (Allocution de la Présidente Colette Ducos Ader)

Mes chers amis, Merci d'être venus afin que nous commémorions ensemble ce terrible souvenir.

Mes remerciements vont en premier lieu au père Stéphane BIAGGI curé de cette paroisse qui nous accueille à sainte Odile et qui nous fait l'amitié de célébrer cette Messe.

Merci à l'organiste et à toutes celles et ceux qui nous ont aidé à préparer cette journée.

Nous sommes ensemble ce jour pour nous souvenir d'une horrible tragédie et faire en sorte que nul n'oublie jamais ce qui s'est passé ce 5 juillet 1962 à Oran, nous y associerons toutes les victimes civiles et militaires tombées ou disparues en Algérie française.

Je vous demanderai d'avoir une pensée pour le général Maurice Faivre qui nous a quitté le 14 novembre 2020 dans sa 95^{ème} année.

Le général a été à nos côtés depuis 2002, nous accompagnant tout au long de ces années, véritable engagement que fût le sien, faisant connaître, éclater au grand jour la réalité de ce que fût la guerre d'ALGERIE pendant près de 8 années, réalité très souvent étouffée, tronquée, déformée, dénonçant un silence coupable particulièrement l'horreur des derniers mois marqués par les enlèvements dont furent victimes civils et militaires.

Ce combat permanent Maurice Faivre l'a mené dans des écrits, au cours de prises de paroles, de témoignages, participant activement à l'ouverture des archives relatives aux enlèvements !

Merci Général Vous êtes toujours là, à nos côtés,

Vous avez droit à notre infinie reconnaissance comme à notre grande indéfectible et respectueuse affection.

La fin de l'année 2020 a été marquée par la demande à la France de faire repentance par le président de la République algérienne et le début de 2021 le rapport de Benjamin Stora sur les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie. Rapport qui dans sa conclusion principale est une condamnation sans appel de la colonisation.

Le GRFDA a demandé aux historiens adhérents, amis et sympathisants de réagir ce qui fut fait assez rapidement par la mise au point du contre rapport rédigé par Messieurs Guy PERVILLE et Jean Jacques Jordi.

Plus que jamais nous devons nous mobiliser pour lutter contre l'oubli et rappeler que l'état n'a pas su protéger ses ressortissants, mais aussi que c'est au nom de l'Etat que ces victimes ont été visées.

Les familles sont privées du droit de savoir ce qu'il est advenu de l'être cher, quels ont été les derniers instants de sa vie, où repose sa dépouille ?

Loin de prendre le chemin de l'absurde loi de la haine, je reprendrai les paroles du Christ « Père pardonner leur car ils ne savent pas ce qu'ils font »

Comme vous le savez le produit de la quête est réservée à l'église qui nous accueille et comptons sur votre générosité.

Après cet office nous nous retrouverons au restaurant puis nous irons au mémorial du Quai Branly pour un dépôt de gerbes à 14h30 et enfin nous nous retrouverons à l'arc de triomphe à 17h30

Les personnes qui souhaitent connaître nos activités peuvent inscrire leur nom et adresse sur les feuilles disposées à la sortie de la messe, ne pas oublier les adresses mail.

Paris 5 juillet 2021



- Cérémonie au Mémorial du Quai Branly



Allocution de Jean MONNERET, Historien

Chers Compatriotes, Chers Amis,

Nous commémorons les victimes du massacre perpétré à Oran le 5 juillet 1962 à Oran, 48 heures après la proclamation de l'Indépendance de l'Algérie. Nous y associons toutes les victimes du terrorisme durant le conflit algérien et les harkis sciemment abandonnés.

Longtemps, les victimes massacrées à Oran furent ignorées. Comme les civils enlevés victimes du terrorisme du FLN et les nombreux disparus, 373 avant le 19 mars 62 ; quelque 1700 après cette date.

Nous avons eu d'énormes difficultés à faire reconnaître ces victimes, ces enlèvements, ces massacres. Je vais essayer de dire pourquoi.

Mais auparavant constatons ici qu'en 60 ans nous avons obtenu certains succès.

Rappelons-nous 1962. Comment d'ailleurs pourrions-nous l'oublier ?

Le contexte politique était horrible. Les Pieds-Noirs avaient été globalement stigmatisés, collectivement rejetés. Comment pourrions-nous oublier que nous fûmes reçus à bras fermés ? (*pour reprendre le mot de Brassens*).

Très vite, les media firent du FLN qui nous avait chassés « *une vache sacrée* », des « *libérateurs* » !

L'accuser de terrorisme, c'était se ranger dans le camp des mal-pensants, des réacs, des affreux. A l'Université hélas, on trouva une multitude de gens pour expliquer que « *la violence révolutionnaire* » était la seule voie possible pour combattre l'oppression « *coloniale* ». Franz Fanon devint l'icône des progressistes.

Dans ce contexte odieux et qui n'a que modérément changé, se battre pour faire comprendre que durant le conflit algérien, il n'y a pas seulement des victimes du fait de l'Armée française relevait de l'exploit. Or, des victimes il y en eut dans tous les camps et dans toutes les communautés, et souvent, très souvent parmi des civils innocents.

OUI, dire cela relevait de l'exploit. Or cet exploit a été accompli. Depuis 60ans et grâce à la ténacité et au courage remarquables de certains parents de victimes, cette lutte n'a jamais cessé et nous avons obtenu des réussites.

Mais auparavant, autorisez- moi à rappeler que ce combat fut grandement appuyé et facilité par le Général Maurice Faivre, historien militaire récemment décédé et par Monseigneur Pierre Boz lui aussi rappelé à Dieu, qui avait vécu le 5juillet à Oran. Nous leur devons beaucoup.

Un tournant s'est en effet opéré durant les années 90 quand plusieurs historiens de qualité nous ont rejoints. Ceci et l'ouverture des archives militaires permit de sortir plus nettement de la ghettoïsation. Les travaux du Professeur Pervillé, ceux de J.J.Jordi ont permis de surmonter les approximations et le maniement inconsidéré de chiffres fantaisistes. Il faudrait également citer la contribution du regretté Daniel Lefeuvre, celle d'Olivier Dard et du journaliste Jean Sévillia.

Rappelons que trois ouvrages ont été consacrés au massacre du 5 juillet à Oran : ceux de Guy Pervillé, de Guillaume Zeller et de votre serviteur. Un DVD de Claire Feinstein fut consacré au problème des civils européens victimes d'enlèvements. Un film de Jean-Charles Deniau produit par Georges-Marc Benamou a été diffusé à plusieurs reprises sur FR3. Un grand article sur le 5 juillet a été publié par FigaroVox aujourd'hui en ce jour anniversaire.

En matière d'archives, un guide a été confectionné pour les historiens et les chercheurs. Nous avons veillé à ce qu'y figurent les centres d'archives consacrés aux civils disparus et aux harkis. Nous avons obtenu que ce

monument ici même, contienne, vous le savez, une liste de civils enlevés et portés disparus. C'est celle du Ministère des Affaires Etrangères mais rationalisée et rectifiée par J.J.Jordi . Aujourd'hui une liste complémentaire de 98 personnes inhumées vient d'y être ajoutée.

Nous espérons beaucoup que cette liste de Jordi finira par prendre place sur le site même du Ministère des A.E.

Enfin, aujourd'hui une gerbe du Président de la République sera déposée en commémoration de cette date funeste du 5 juillet. Oui, les choses changent et grâce à nos efforts. Et nous continuerons le combat, soyez en assurés.

La Justice, la Vérité, l'Histoire nous le commandent.

Jean Monneret.

Le 5 juillet 2021.

Allocution de Jean Felix VALLAT président de la MAFA et vice président du GRFDA

« Juillet 1962 : dans l'indifférence des élites métropolitaines c'est l'effondrement d'une Algérie française dont nous sommes avec ferveur les descendants obstinés. Le premier juillet 1962 c'est un référendum d'auto-détermination dont le résultat est affaibli par l'exode progressif des européens (450.000 départs en mai et juin) et le déchainement des violences (469 civils européens tués par le FLN après le 19 mars, 1.307 civils enlevés portés disparus après la même date sur un total de 1.582, un millier de militaires durant toute la guerre).

Le 5 juillet 1962, c'est Oran qui s'embrase.

Selon un jeune officier français pourtant peu suspect d'avoir été favorable à la cause de l'Algérie française, JP CHEVENEMENT, présent sur les lieux, lui-même menacé de mort par les émeutiers, c'est entre 700 et 800 européens qui ont été enlevés, probablement massacrés.

Non, l'Algérie indépendante ne serait pas « un oasis de paix ou couleraient le lait et le miel » comme le déclara le 19 juillet 1962 à Oran même Ben Bella, alors que continuaient les enlèvements et se déroulait le massacre génocidaire des harkis. Aujourd'hui 5 juillet 2021 le voile se lève quelque peu sur ces drames trop souvent ignorés dont fut victime le peuple français d'Algérie : cette année 2021 sera en effet la première année où une gerbe du Président de la République a été déposée le 26 mars dernier ainsi qu'aujourd'hui 5 juillet, ce qui traduit enfin une reconnaissance officielle de faits trop longtemps tus ou ignorés.

Après l'inscription sur la colonne blanche du Quai Branly des 49 morts de la rue d'Isly et des 1.582 enlevés portés disparus au cours de la guerre d'Algérie, nous attendions depuis 2012 l'inscription de nos 98 martyrs restants, n'ayant eu de cesse de le demander à tous nos interlocuteurs gouvernementaux depuis cette date.

Merci au préfet LATRON d'avoir tenu l'engagement qu'il avait pris devant nous le 4 juin.

Aujourd'hui 5 juillet 2021 ces 98 noms rejoignent nos autres victimes civiles et défilent avec eux sur la colonne centrale.

Je salue l'incroyable détermination de notre amie Colette DUCOS ADER, présidente du Groupe de Recherche des Français disparus en Algérie, qui oeuvre inlassablement depuis 1962 à la reconnaissance de nos malheureux compatriotes enlevés portés disparus, remercie les historiens Jean Jacques JORDI, Jean MONNERET et Guy PERVILLE pour leur engagement à nos côtés ainsi que tous ceux qui oeuvrent inlassablement au rétablissement de la vérité historique.

Nul ne sait précisément quel sort fut réservé à nos disparus. Une seule certitude : leurs bourreaux s'en prirent à eux pour ce qu'ils représentaient, la France, et non pour ce qu'ils étaient. Il y a des circonstances où le silence serait préférable aux paroles tant les mots sont impuissants devant des douleurs elles-mêmes silencieuses depuis des décennies.

Pourtant face à ce monument où sur sa colonne blanche défilent aujourd'hui le nom des victimes du 26 mars et de tous les civils enlevés portés disparus, l'émotion qui nous étreint doit trouver une expression pour que l'écoulement inexorable du temps ne rende impossible le droit de savoir. Les familles doivent savoir le sort de leurs époux ou ascendants, frères ou soeurs, les conditions de leur fin dans l'effrayante solitude qui devait être la leur, le lieu de leur dépouille. Ce droit est imprescriptible et figure dans la convention internationale sur les disparitions forcées adoptées par l'ONU.

Dans le moment commémoratif qui se déroulera jusqu'en juillet 2022 nous demandons avec force que le gouvernement de la France ne cède pas à la triste tentation de garder le silence sur les disparus et plus largement sur les Français d'Algérie devenus des rapatriés sous la force injuste d'une décolonisation bâclée. Notre présence de 132 ans sur le sol algérien est respectable et nous n'acceptons pas qu'elle soit salie. Il ne peut y avoir de bonnes et de mauvaises victimes dans l'écriture de l'Histoire de France sous prétexte que ces dernières défendaient une cause perdue. »

Paris 5 juillet 2021







- Cérémonie à ARC DE TRIOMPHE



